



« Si le gouvernement du Canada a choisi de saisir la Cour suprême de questions qui concernent l'avenir du Québec et de formuler trois questions qui ont choqué et troublé le président de la Commission du droit international des Nations unies, M^e Alain Pellet, et je le cite : « par la façon partisane dont elles sont posées », ce n'est pas parce que ce gouvernement voulait éclairer l'état du droit et se faire champion de l'état du droit ou de la « rule of law » comme le prétend le ministre des Affaires intergouvernementales. »

« Non, cette manœuvre est politicienne. Elle est si politicienne cette manœuvre qu'elle risque d'entacher la crédibilité de cette même Cour ainsi prisonnière de la légalité, selon l'éminent juriste Jacques-Yvan Morin. Cette stratégie vise principalement à infléchir l'opinion des Québécois et à les inciter à ne pas choisir au moment venu la voie de la souveraineté parce qu'elle serait illégale ».



Daniel Turp

Débats des communes, 10 février 1998, 3675.

Transformation du nationalisme au Québec : Le grand tournant des années soixante

Yvon Savoie¹

INTRODUCTION

Du nationalisme canadien français au nationalisme québécois, on est passé d'un nationalisme culturel à un nationalisme politique. Examinons ensemble le nationalisme dans une perspective historique.

GENÈSE DU NATIONALISME

Balthazar affirme que : « les fondements d'une conscience nationale canadienne remontent au XVII^e siècle². Ces propos rejoignent ceux de Fernand Dumont qui constate en Nouvelle-France une espèce de *sentiment national*. Il existe toutefois plusieurs thèses offrant des interprétations différentes de la question.

Ainsi, plusieurs historiens, dont les membres de la célèbre École de Montréal (Séguin, Frégault et Brunet), n'hésitent pas à voir en Nouvelle-France l'établissement d'une nation nouvelle. Toutefois, Fernand Dumont y va d'une analyse beaucoup plus raffinée. Dans *Genèse de la société québécoise*, il se questionne sur la présence d'une conscience nationale en Nouvelle-France. Il arrive à la constatation suivante : « En somme, les conditions ne sont pas réunies pour que puissent se former une conscience politique et une conscience nationale³ ».

1. Candidat à la maîtrise en sociologie à l'Université du Québec à Montréal.
2. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, pp. 37-38.
3. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal Compact, 1993, p. 86.

Nous retrouvons, en Nouvelle-France, ce que Dumont a désigné comme un sentiment national. D'ailleurs, il voit la Conquête comme la rencontre brutale de l'autre, mais il pose l'Acte d'Union comme l'événement à la base du nationalisme, car si la Conquête représente la rencontre de l'autre, ce n'est qu'à l'Union des deux Canadas (1840) que les Anglais seront perçus comme une menace d'assimilation. Là, va naître le nationalisme, un nationalisme axé sur la survivance culturelle.

LE NATIONALISME CANADIEN

Avec l'Acte constitutionnel de 1791, le Bas-Canada se voit accorder une Chambre d'assemblée. Cette Chambre va rapidement être envahie par la petite bourgeoisie francophone qui embrasse les professions libérales et envahit la politique, l'un des seuls domaines d'emploi possible. Le Parti canadien est constitué. Il deviendra en 1826 le Parti patriote. C'est donc à la faveur de la montée d'une nouvelle classe sociale et dans une atmosphère de participation populaire à la chose politique que se développe, au Bas-Canada, le nationalisme.⁴ Ce nationalisme s'articule autour d'un libéralisme politique en opposition avec l'Église.

Il s'exprime aussi dans une rencontre conflictuelle de la Chambre d'assemblée avec la bourgeoisie anglaise et le Conseil législatif. Ainsi les membres du Parti patriote manifestent leur mécontentement à l'égard de certains privilèges accordés par le Gouverneur aux membres non élus du Conseil législatif et du Conseil exécutif. Ce conseil servait surtout les intérêts des marchands anglais établis en grand nombre à Montréal. Le Parti patriote revendique aussi le gouvernement responsable. Il légitime sa requête sur le fait que les membres de la Chambre d'Assemblée sont élus; ils parlent au nom du peuple. En ce qui a trait au laïcisme du Parti patriote, il s'exprime dans les reproches faits à l'Église sur son trop grand intérêt envers le pouvoir temporel, alors qu'elle devrait se limiter à son champ de compétence, le domaine spirituel. Comme les membres du Parti patriote sont, pour la plupart, des catholiques pratiquants, on peut dire, comme l'a fait Balthazar que : « le nationalisme canadien est donc demeuré, en dépit de ses traits libéraux, profondément attaché à une tradition », la religion. Le discours des Patriotes est porteur d'une ambiguïté; il

4. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, p.54

5. *Ibid.*, p.57

demeure conservateur en matière sociale et économique et libéral au niveau politique.

La résistance au progrès en matière économique et sociale prend son expression par le rejet massif des changements proposés par les marchands anglais. Balthazar en fait l'énumération suivante : « abolition du régime seigneurial et institution d'un régime moderne de propriété privée, établissement de bureaux d'enregistrement des achats et ventes, création de banques, construction de routes et de canaux pour faciliter le transport commercial ». Les changements ne s'adressaient que très peu aux Canadiens français; ils favorisaient la bourgeoisie marchande à majorité anglaise.

À propos du nationalisme de cette période, les propos de Maurice Séguin sont intéressants; il va qualifier le nationalisme d'avant 1837 de « séparatisme dans 50 ou 100 ans ».

Mais alors, qu'est-ce qui va conduire aux rébellions de 1837-38? Une partie de la réponse réside dans la relative paralysie des instances politiques. Le Conseil législatif et la Chambre d'assemblée sont en constante opposition et la plupart des décisions émanent de la seule volonté du Gouverneur; les institutions politiques ne sont, ni plus ni moins, que des « coquilles vides ». Le Parti patriote ne se fera pas tendre à l'endroit du gouvernement colonial qui sera accusé de tous les maux. Au lendemain de l'adoption des **quatre-vingt-douze résolutions de 1834**, le mouvement patriote se fait plus radical. Il en résulte une division du mouvement, duquel s'écartent les modérés. Cette division et le manque d'organisation expliquer en partie l'échec des insurrections.

Si les rébellions sont un échec, il n'en demeure pas moins que la menace est réelle. La réponse de Londres ne se fait pas attendre. On dépêche sur place Lord Durham. Celui-ci remet son célèbre rapport qui recommande l'assimilation des Canadiens français. C'est à la suite du rapport Durham que les Canadiens deviennent des Canadiens français, qu'ils deviennent ce peuple à assimiler au sein d'un seul et unique Canada uni. La recommandation de Durham est d'unir les deux Canadas, de lui donner un seul parlement où siègent un nombre égal de députés représentant le Haut et le Bas-Canada. Ce fait est non négligeable si l'on considère la supériorité numérique

6. *Ibid.*, p. 57

7. Maurice Séguin, *L'idée d'indépendance au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1977, p. 21

des Canadiens français au Bas-Canada. Ainsi les Canadiens français passent de l'état de majorité au Bas-Canada à celui de minorité au sein d'un Canada uni. En fait, -les 400 000 Britanniques du Haut-Canada s'unissent aux 150 000 Britanniques du Bas-Canada pour former une majorité de 550 000 au-dessus d'une minorité canadienne-française de 450 000.⁸

À la suite de la mise en minorité des Canadiens français, il devient évident que Londres ne résiste pas longtemps aux pressions exercées par sa colonie pour l'obtention du gouvernement responsable. Le Canada obtient le gouvernement responsable en 1848. Dès lors, les forces en présence vont se redéfinir par rapport à ce nouvel État. On assiste à la naissance du conflit entre le Rougisme et l'Ultramontanisme.

Le Rougisme, pour la plupart d'anciens patriotes, milite en faveur de l'anticléricalisme en soutenant des valeurs comme le travail, le progrès et la liberté. Le Rougisme soutient que la religion est une affaire privée et que l'Église n'a rien à voir dans le domaine temporel. Le nationalisme des rouges, qui sont à la recherche d'une certaine autonomie nationale, diffère grandement de celui des Ultramontains. Bien que les rouges aillent un temps «flirter» avec la possibilité d'une annexion aux États-Unis, leur position nationaliste s'oppose surtout à l'Union. Dans le même ordre d'idées, les Rouges s'opposent au projet de la Confédération.

Pour sa part, l'Ultramontanisme prône la dominance de l'Église sur l'État. Les Ultramontains s'attaquent au capitalisme, au matérialisme et militent en faveur d'une hiérarchisation des rapports sociaux. Leur principal argument est que tout cela est voulu par Dieu.

L'échec des rébellions et leurs conséquences (l'Acte d'Union), ont un impact important sur la perception des gens sur les hommes politiques. La petite bourgeoisie va perdre de plus en plus de son influence au profit de l'Église. Malgré l'opposition des Rouges à la Confédération, celle-ci sera effective moins de vingt ans après l'acquisition du gouvernement responsable. Ainsi, les Rouges, comme leurs prédécesseurs, les Patriotes, se retrouvent en marge du pouvoir politique.

Vers 1870, le conflit résulte par une nette victoire de l'Ultramontanisme. Du même coup, celui-ci transforme le nationalisme. Si

8. Maurice Séguin, *L'idée d'indépendance au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1977, p. 38.

le nationalisme des Patriotes et des Rouges a des visées indépendantistes, s'il fait usage de la politique et s'appuie sur un territoire, il n'en demeure pas moins un nationalisme à mi-chemin entre le nationalisme moderne et traditionnel; il en est tout autrement du nationalisme des Canadiens français qui, sans l'ombre d'un doute, est rangé dans la catégorie de nationalisme traditionnel.

LE NATIONALISME CANADIEN-FRANÇAIS

Dans la période suivant l'Union, de 1840 à la Révolution tranquille, l'Église exerce une véritable hégémonie sur l'institutionnalisation des rapports sociaux et sur les idéologies. Ainsi, au Québec, tout ce qui relève des services sociaux et qui n'est pas directement pris à charge par les familles, est contrôlé par l'Église. Nous sommes alors, au Québec, en présence d'une Église omniprésente qui soigne, éduque et fournit l'assistance publique. Pour consolider ses acquis, l'Église s'allie aux hommes politiques. À la suite de pressions incessantes de sa part, le ministère de l'Instruction publique est aboli en 1875. Une abolition qui ne fera que renforcer l'emprise de l'Église sur l'éducation.

La pratique religieuse elle-même, en général assez régulière, constitue un moyen de contrôle exceptionnel pour le clergé.⁹ La messe dominicale, les sacrements de la naissance à la mort, les nombreuses fêtes religieuses et toutes sortes d'activités organisées autour de la vie religieuse sont des éléments de contrôle exceptionnels sur l'idéologie des Canadiens français. C'est à ce point vrai qu'il est alors impossible, pour un Canadien français, de se présenter autrement qu'en tant que Canadien français catholique.

Cependant, si l'Église a occupé une place aussi importante en matière de régulation des rapports sociaux, à cause de l'État libéral qui se fait très peu interventionniste, il ne faut pas négliger l'impact de la forme de régime sur cette dynamique.

Ainsi, la Confédération va donner des pouvoirs qui paraissent, à l'époque, comme relativement peu importants, mais qui permettront aux provinces de reproduire un discours idéologique particulier. Et plus tard, ces mêmes pouvoirs (contrôle sur l'éducation, la régulation des rapports sociaux et la possibilité de prélever des impôts sur le revenu, etc.) permettront aux provinces de s'ériger en quasi-État.

9. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, p. 71.

De plus, cette période, marquée par la prédominance du discours ultramontain, correspond à une transformation importante du nationalisme. Nous n'assistons pas, à l'époque, à une simple transformation lexicale, mais à une réelle transformation de la représentation que ce peuple se fait de lui-même. Ainsi, c'est en tant que Canadiens français catholiques que va, environ pour les cent prochaines années, se forger le rapport au monde de cette collectivité. Une collectivité dont le nationalisme peut, sans hésitation, être qualifié de nationalisme culturel.

Mgr Laflèche va même jusqu'à énoncer qu'un organisme politique n'est pas nécessaire à la nation : «... les Irlandais, et les Indiens ne sont-ils pas, comme les Canadiens français, sous la tutelle de gouvernement étranger? L'essentiel, ce sont les mœurs, les coutumes, la langue et, en une espèce de synthèse, la religion.»¹⁰

Les propos de Mgr Laflèche me semblent exagérés et guidés davantage par un idéal visé par les religieux que par la réalité effective de la situation politique. De fait, on constate même que Mgr Bourget, qui devient évêque de Montréal en 1840, va jusqu'à concocter une alliance avec le parti de Lafontaine. Bien que la doctrine ultramontaine prône la prédominance du religieux sur le temporel, elle ne néglige pas les appuis politiques offerts, par exemple, par le parti de Lafontaine.

Même si la bourgeoisie canadienne-française demeure fortement présente au niveau politique, il n'y a plus, comme au temps du Rougisme, d'opposition idéologique entre le clergé et certains hommes politiques. Le nationalisme de ces derniers sera d'ailleurs organisé autour de l'identité canadienne-française. Pour illustrer ces propos, je propose l'exemple d'Honoré Mercier.

Le nationalisme d'Honoré Mercier, au sein du Parti national, demeure profondément ancré au nationalisme canadien-français, même si Mercier se fait un ardent défenseur de l'autonomie des provinces. De plus, on observe que Mercier, contrairement aux Rouges dont il provient, cherche constamment à demeurer dans les bonnes grâces de l'Église, dont il ne remet jamais en question la forte prédominance. Il ira même jusqu'à nommer un clerc, le curé Labelle, sous-ministre.

Malgré la présence d'un certain nationalisme dans la vie politique, il est clair que celui-ci est, à l'époque, organisé autour de la culture

10. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal Compact, 1993, p.228

commune aux Canadiens français. Louis Balthazar affirme : «Au tournant du siècle, la partie est gagnée. L'Église catholique est omniprésente dans la société québécoise. Cette société n'a d'autre véritable point de ralliement que son nationalisme de «survivance» animé par les leaders religieux.»¹¹ Le nationalisme des Canadiens français n'est pas organisé autour et par les institutions politiques.

La même observation s'applique au nationalisme de Lionel Groulx, qui est un excellent exemple de nationalisme culturel. Dans la foulée du nationalisme canadien-français défendu par ses prédécesseurs, le nationalisme de Groulx s'articule comme clérical-nationalisme et il transcende ainsi toute frontière géographique. En fait, il propose l'État français, un espace territorial mal défini, comme lieu de réalisation de son nationalisme.

Toutefois, malgré l'ambiguïté de sa définition de l'État français, l'apport de Groulx est fort significatif. Il fut longtemps un maître à penser qui exerça une profonde influence sur la formation de nombreux intellectuels québécois. Même si sa conception de l'État demeure vague, il a le mérite d'avoir attiré l'importance de ses contemporains sur le rôle que devait jouer l'État dans l'affirmation nationale des Canadiens français.

En résumé, nous pouvons affirmer que le nationalisme des Canadiens français peut être catalogué comme un nationalisme traditionnel, organisé autour d'une survivance culturelle, dominé par l'Église qui exerce une hégémonie en matière de régulation des rapports sociaux. Malgré leur forte présence au sein de la société, les politiciens s'appuient sur un État dont le budget est infime. Un budget qui dépend, pour une large part, de subventions du fédéral. Ainsi, comme le dit Dumont : «le politicien est omniprésent, mais l'État est absent : tel est le paradoxe avec lequel la société québécoise se débattrait pendant longtemps.»¹²

Mon attention se tourne maintenant vers une autre époque de notre histoire. La période 1944-1960 est la période duplessiste. Ainsi, la Révolution tranquille sera pour le Québec une entrée dans la modernité. Une thèse qui, si elle est abondamment reprise (Voir les

11. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, p. 82.

12. Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal Compact, 1993, p. 220. Vous noterez que j'emploie cette citation en guise d'image, de métaphore. Elle me semble illustrer assez bien que le nationalisme des Canadiens français ne repose pas sur l'État.

travaux de Fernand Dumont, 1971; Nicole Laurin-Frenette, 1978; Hubert Guindon, 1990, etc.), demeure une représentation peu fidèle de la réalité. En fait, «La grande noirceur» demeure un mythe très proche du sens commun. D'ailleurs, c'est souvent à Duplessis lui-même que l'on reproche d'être la cause d'un profond retard du Québec en matières économique et sociale.

LA PÉRIODE 1944-60 : LE DUPLESSISME ET SES CRITIQUES

Le duplessisme a été marqué par une certaine permanence du vieux nationalisme au Québec. Les structures mises en place au cours des 100 dernières années demeurent relativement inchangées, mais cette période est marquée par un désenchantement vis-à-vis le nationalisme traditionnel. Comme le dénote Louis Balthazar : «...c'est aussi une période d'effervescence sans précédent si l'on tient compte du bouillonnement des idées, des projets, des volontés de réformes exprimées par une élite intellectuelle qui se manifeste de plus en plus»¹³.

Voilà pourquoi nous avons choisi de parler du duplessisme. Ce bouillonnement des idées dont parle Balthazar engendre un véritable mouvement de contestation. Bien entendu celui-ci n'a pas de pendant politique significatif, mais il ne se fait pas, pour autant, moins virulent. Il lui aurait été difficile de se retrouver en politique, car la scène politique provinciale est dominée (de 1944 à 1960) par l'Union nationale qui ne sera jamais reconnue comme un parti nationaliste. Et ce, malgré les luttes de Duplessis avec le gouvernement fédéral à qui il reproche ses tendances centralisatrices. Notons que ces luttes résultent en un refus systématique d'intervention du fédéral au sein de champs de compétence provinciaux. Et ce, sans rien créer d'équivalent à ce qui est proposé par le fédéral.

Au cours de la période 1944-1960, les institutions du domaine social sont débordées et l'Église catholique n'a pas les ressources pour répondre à la demande. Dans le domaine de la santé, on constate une insuffisance de lits, une mauvaise répartition territoriale des hôpitaux, une insuffisance de personnel et une absence de planification des ressources de santé. Le Québec de 1945 est aux prises avec de sérieux problèmes sociaux en matière d'éducation, de logement et de santé. Un triste constat qui colle très bien à une régulation libérale des rapports sociaux.

13. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, L'Hexagone, 1986, p. 82.

On voit alors au Québec s'organiser un mouvement de contestation. Celui-ci, formé principalement d'intellectuels, s'organise autour de deux axes : les néo-nationalistes et les fédéralistes keynésiens. Le nationalisme traditionnel, fortement associé au duplessisme, soulève un mécontentement chez plusieurs intellectuels, peu importent les allégeances politiques de ceux-ci (mis à part les unionistes, bien sûr).

Chez les néo-nationalistes (Laurendeau, Filion, Drapeau, l'école de Montréal formée de Séguin, Frégault et Brunet etc.) on se fait les chantres d'un nouveau nationalisme, on prône l'émancipation du Québec. En fait, on peut dire sans peur de se tromper que le message véhiculé est le suivant : «il faut engager cette nation-là, l'engager comme acteur politique».

Il en résulte que les membres de l'École de Montréal vont tenter de moderniser et de laïciser le nationalisme qui leur fut transmis par Lionel Groulx. C'est dans cette perspective que Michel Brunet va dénoncer ce qu'il appelle les mythes de l'agriculturisme, de l'anti-étatisme et du messianisme. Ainsi, il dénonce la représentation identitaire que les Canadiens français se font d'eux-mêmes. Brunet dira que le fait que les Canadiens français se représentent comme les membres d'une culture investie d'une mission contribuera à les paralyser, à les empêcher de s'engager politiquement.

De leur côté, André Laurendeau et Gérard Filion, respectivement directeur et rédacteur en chef de *Devoir*, vont s'opposer avec véhémence au nationalisme traditionnel. Ils vont évoquer que les Canadiens français forment autre chose qu'une simple culture. Il est à noter que cette opposition du *Devoir* au nationalisme traditionnel n'est pas sans importance, car elle émane d'un quotidien qui fut longtemps le promoteur du nationalisme traditionnel. En fait : «Vers la fin des années quarante, les institutions privilégiées du nationalisme traditionnel sont pour ainsi dire investies par de nouvelles écoles de pensée...»¹⁴. Ces écoles de pensée, que nous regroupons sous l'étiquette de néo-nationalistes, vont véhiculer un message simple, mais fort important : Il faut utiliser l'État que nous laisse la Confédération de 1867; il faut l'investir, exploiter les champs de juridiction qui sont les nôtres afin de s'émanciper.

Bien que les néo-nationalistes aient été importants, on ne saurait imputer une transformation du nationalisme au simple fait qu'un groupe d'intellectuels s'engageait contre le traditionalisme associé au

14. Idem p.116

nationalisme. Ce serait commettre une erreur pour un sociologue. Ainsi, au bouillonnement intellectuel qui a cours à la fin des années cinquante s'ajoutent de nombreux mouvements de revendication. Le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier ne sauraient être négligés. Ces mouvements revendiquent afin d'obtenir des conditions de travail et des programmes sociaux, ce qui s'accorde mal avec un État de forme libérale. Le duplessisme se retrouvait remis en question et soulevait le mécontentement. La table était mise pour la Révolution tranquille.

D'UN NATIONALISME CULTUREL À UN NATIONALISME POLITIQUE

La Révolution tranquille est l'un des moments fondamentaux de l'histoire du Québec. Cette période d'effervescence sera marquée par une transformation importante de la société québécoise qui sera traversée par **une modernisation rapide (le Québec est alors une société déjà moderne)** de ses diverses institutions.

La Révolution tranquille marque au Québec le passage à cette nouvelle forme de régulation des rapports sociaux qu'est l'État providence. Un État qui se fera plus interventionniste que l'État libéral. En fait, l'État providence québécois sera très interventionniste en matière économique et sociale. Il en résultera des transformations majeures à tous les niveaux de la société québécoise.

Le gouvernement du Québec devient un levier économique des plus importants. Pensons aux nombreuses sociétés d'État alors créées : Hydro-Québec et la Caisse de dépôt en tête.

En matière politique et sociale, on assiste, au Québec, à une véritable actualisation des notions de démocratie, de justice sociale, de liberté et d'égalité. L'accessibilité à des soins de santé et à une éducation de qualité est perçue comme un droit. Le réseau de l'Université du Québec et l'assurance-maladie en sont deux réalisations concrètes. Ces grandes réalisations ne sont pas le seul fruit du gouvernement. Ce serait négliger l'influence manifeste des revendications grandissantes faites par les différents acteurs sociaux. Notamment celles provenant du mouvement ouvrier et de celui des femmes.

La période pré-Révolution tranquille est marquée par l'émergence du néo-nationalisme. Celui-ci qui avait pour objectif principal de dénoncer le duplessisme se fera le chantre d'un nouveau nationalisme. Mais en quoi est-il nouveau?

Vers 1960, on passe de la représentation identitaire de Canadien français à celle de Québécois. C'est là une transformation importante, car le nationalisme s'articule alors autour d'un espace territorial précis, le Québec. C'est différent du nationalisme canadien français qui, organisé autour de dimensions essentiellement culturelles comme la religion catholique et la langue, n'est pas doté d'un espace territorial précis qu'il peut investir politiquement. Or, les Québécois qui se distinguent maintenant des francophones hors Québec, forment la nation québécoise. Le principe du regroupement collectif passe du culturel au politique. De fait, cette politisation sera si importante que bon nombre de Québécois s'identifient membres de la nation québécoise. Ce mouvement nationaliste prend forme dès le début des années soixante. On peut même dire que la Révolution tranquille s'est faite sur un fond de nationalisme qui découle de l'histoire particulière du Québec. Pensons au net succès du gouvernement Lesage et de son slogan «Maîtres chez nous». Un net changement quand nous pensons au nationalisme canadien-français qui se contentait d'un repli sur les dimensions culturelles communes aux membres de la nation canadienne-française.

De plus, au fur et à mesure que les Québécois vont obtenir un certain succès économique, ils vont se définir comme compétents. Une compétence qui va venir renforcer le nationalisme en lui servant de soutien. Des succès sont en grande partie attribuables aux institutions de soutien économique créées par l'État québécois.

En résumé, la transformation majeure du nationalisme s'organise comme le passage d'un nationalisme culturel vers un nationalisme politique. Un nationalisme qui va avoir un impact majeur sur la suite du développement de la question nationale. Dès lors, émerge la possibilité d'une éventuelle indépendance nationale du Québec qui verra, à la fin des années soixante, apparaître le Mouvement Souveraineté Association et le Rassemblement pour l'Indépendance nationale. Deux partis politiques qui s'avèreront des acteurs politiques importants.

On pourrait dire qu'à la suite de la Révolution tranquille, les Canadiens français voient leur nationalisme se transformer et passer d'un nationalisme culturel à un nationalisme politique. Un nationalisme politique qui s'est grandement appuyé sur la mise en place de l'État-Providence. Plus encore, ce nationalisme politique n'est plus celui des Canadiens français, mais celui des Québécois.

CONCLUSION

Du nationalisme canadien-français au nationalisme québécois, on est passé d'un nationalisme culturel à un nationalisme politique. Le nationalisme québécois, ce fruit d'un long travail de l'histoire, vient-il à contresens de l'histoire? Après mûre réflexion, il me semble que cette question peut paraître intéressante à première vue. Elle mérite qu'on la nuance et qu'on l'interroge. Le nationalisme est-il un mouvement rassembleur, porteur d'une identité collective? Ainsi: «Le lien identitaire représenté par le nationalisme est peut-être davantage porteur d'avenir sur le plan d'une refondation du lien social que ne l'est la poursuite individualiste des droits, plus spontanément associée à la dynamique de la modernité que ne le sont les relents de traditionalisme que porterait avec lui le nationalisme»¹⁵. ♦

15. Jacques Beauchemin, «Nationalisme québécois et crise du lien social», in *Les cahiers de recherche sociologique*, no 25, automne 1995.

Pour aider à lire le présent et à imaginer l'avenir

Les Cahiers d'histoire du Québec au XX^e siècle

Revue semestrielle (printemps-automne)
organe du Centre de recherche Lionel-Groulx

Abonnement annuel: 35 \$; le numéro 19,95 \$
Téléphone: (418) 643-5150 ou 1 800 561-3479
Diffuseur: Les Publications du Québec

L'Histoire à la télévision

Yannick Proulx¹, Louis-Martin McArdle²

En l'automne 1997, le Conseil de la Radiodiffusion et des Télécommunications canadiennes (C.R.T.C.) recevait les demandes de différents groupes et organismes pour de nouvelles chaînes télévisées dans le secteur Histoire. Deux groupes ont fait une demande officielle pour un réseau consacré à l'Histoire: la Société Radio-Canada et les réseaux Premier-Choix et Alliance Communications.

Nous croyons que la Société Radio-Canada ferait une utilisation dangereuse de son permis. Depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral du Canada, vous savez comme nous que la ministre du Patrimoine canadien, madame Sheila Copps, a fait plusieurs interventions pour promouvoir l'unité canadienne, dont plusieurs dans les sociétés d'État. Nous estimons plus que probable que Radio-Canada utiliserait un réseau d'Histoire pour faire la promotion du Canada. D'autant plus que l'on prévoit un vaste programme de diffusion d'émissions tirées de cette chaîne dans les écoles. Ce qui signifie que les jeunes Québécois seraient soumis à une histoire ne reflétant pas la réalité québécoise mais plutôt le point de vue canadien et même fédéraliste. Nous doutons que ces émissions soient objectives et nous craignons que les faits historiques scient

1. Président du Parti québécois, circonscription de Marquette (Lachine)
2. Représentant jeunesse du Parti québécois, circonscription de Marquette (Lachine)